



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Occitanie - UID65/32			
Courrier reçu le : 07/0/2024			
N° Chrono : 2024-242-AR			
AIOT N° : 0006802206			
		WD	

**Préfecture du Gers,
Secrétariat général
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau du droit de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°32-2024-08-07-00002
relatif à l'extension du site exploité par la Société Coopérative Agricole GERSYCOOP
sis au lieu-dit « Au Grand Bois » à Saint Elix-Theux**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, son titre 1^{er} du livre V et plus particulièrement, les articles R. 181-46-1 et R. 511-9 ;

Vu le décret, du 13 juillet 2023, nommant Monsieur Laurent CARRIE, Préfet du Gers ;

Vu le décret du 10 mai 2024, nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, sous-préfet d'Auch, secrétaire général de la préfecture du Gers ;

Vu l'arrêté ministériel, du 23 août 2005, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel, du 23 mai 2006, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » ;

Vu l'arrêté ministériel, du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, concernant les dispositions relatives aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque ;

Vu l'arrêté ministériel, du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel, du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1998, autorisant la société coopérative agricole « Les Silos Mirandais » à exploiter des installations de stockage, de séchage et conditionnement de céréales, au lieu-dit « Au Grand Bois » sur le territoire de la commune de Saint-Elix-Theux ;

Vu l'arrêté complémentaire du 13 juin 2006, prenant en compte les mesures techniques et organisationnelles pour renforcer la sécurité des installations de stockage de céréales par la société coopérative agricole « Les Silos Mirandais », au lieu-dit « Au Grand Bois », sur le territoire de la commune de Saint-Elix-Theux ;

Vu la déclaration de changement d'exploitation le 3 mars 2009, faisant apparaître que la société coopérative agricole GERSYCOOP succède à la société coopérative « Les Silos Mirandais » pour ses installations de stockage, de séchage et conditionnement de céréales, au lieu-dit « Au Grand Bois » sur le territoire de la commune de Saint-Elix-Theux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2013, relatif à l'extension d'un entrepôt et à la mise à jour de la situation administrative et réglementaire du site de GERSYCOOP à Saint-Elix-theux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2024, portant délégation de signature à Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers ;

Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 7 avril 2023, complété en mai 2023 et en avril 2024, relatif à l'extension de l'entrepôt de stockage de céréales, conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 17 juin 2024, faisant suite au porter à connaissance précité du 7 avril 2023, complété en mai 2023 et en avril 2024, transmis par la société coopérative agricole GERSYCOOP, conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 27 juin 2024 à la société coopérative agricole GERSYCOOP l'informant du délai dont elle dispose pour présenter ses observations éventuelles par écrit, conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti de quinze jours ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les volumes des rubriques de la nomenclature applicable au site de Saint Elix-Theux ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1998 modifié susvisé sont applicables au nouveau bâtiment ;

Considérant que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts susvisés sont applicables au nouveau bâtiment ;

Considérant que le projet ne modifie pas le seuil des rubriques actuellement autorisées sur ce site ;

Considérant que le projet ne concerne aucune nouvelle rubrique au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a démontré dans son dossier que le projet envisagé, associé aux mesures de maîtrise des impacts et des risques adaptées, ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant en conséquence que le projet ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 II du code de l'environnement mais doit cependant être encadrée par des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers,

ARRÊTE

Article 1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement du site exploité au lieu-dit « Au Grand Bois », D2, à Saint Elix-Theux, est modifié comme suit :

N°de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
2160-2-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations (que les silos plats) : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	30 795 m ³	A
2160-1-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	49 286 m ³	E
1510-2-C	Entrepôts couverts dédiés au stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts. le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	34 530 m ³	DC

2260-2-b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels 2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant : <u>b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW</u>	17,8 MW.	DC
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) 2. Pour les autres installations (autre que le stockage en récipients à pression transportables) : <u>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t(DC)</u>	43,8 t	DC

Régime : A (autorisation), DC (déclaration avec contrôle périodique), NC (non classé)

Article 2 – Prescriptions techniques applicables

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1998, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2006 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2013, sont opposables au site.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel, du 23 août 2005, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées, exploitées sur site.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel, du 23 mai 2006, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail », exploitées sur site.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel, du 26 novembre 2012, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, exploitées sur site.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel, du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510 sont applicables au bâtiment existant et au nouvel entrepôt (considéré ce dernier comme nouvelle installation soumise).

Les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque devront respecter les exigences de la section V de l'arrêté ministériel, du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Article 2.1 - Aménagement de l'entrepôt

Le nouvel entrepôt est séparé de l'entrepôt existant par un mur REI 120 dépassant de 1 mètre en toiture.

Article 2.2 - Ressource en eau défense incendie

Les prescriptions techniques des ressources en eau permettant de lutter contre les incendies de l'article 9 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juin 2006 sont abrogées et remplacées par les ressources en eau suivantes :

- 1 Poteau incendie entrée site d'un débit de 111 m³/h à 1 bar ;
- 1 Poteau incendie à proximité du silo vertical 1, d'un débit de 78 m³/h à 1 bar ;
- 1 Poteau incendie à proximité du silo plat 3, d'un débit de 115 m³/h à 1 bar ;
- 1 Réserve de 450 m³ dédiée à la zone des silos plats ;
- 1 Réserve de 100 m³ (cuve aérienne) pour le sprinklage de la cuve de gaz.

Article 2 3. - Échéancier des travaux

L'exploitant doit respecter l'échéancier des aménagements ci-dessous :

Articles - arrêtés	Aménagements -Observations	Délai
Article 1.6.4 - arrêté ministériel du 11 avril 2017	<u>Eaux pluviales :</u> L'exploitant doit porter le volume du bassin de rétention actuel à 540 m3	Avant l'exploitation du nouveau bâtiment
Article 3.1 - arrêté ministériel du 11 avril 2017	<u>Accessibilité au site :</u> L'exploitant doit faire valider les extensions de voirie d'accès par le SDIS 32	Avant l'exploitation du nouveau bâtiment
Article 3.2 - arrêté ministériel du 11 avril 2017	<u>Voie engins :</u> L'exploitant doit localiser les voies engins sur un plan du site à jour en collaboration avec le SDIS 32	Avant l'exploitation du nouveau bâtiment
Article 3.3 - arrêté ministériel du 11 avril 2017	<u>Aires de stationnement :</u> L'exploitant doit réévaluer avec les services du SDIS 32 les aires de stationnement des véhicules de secours et de lutte contre l'incendie	Avant l'exploitation du nouveau bâtiment
Article 3.5 - arrêté ministériel du 11 avril 2017	<u>Plan des locaux et consignes d'interventions :</u> L'exploitant doit mettre à jour le plan des locaux et les consignes d'interventions en collaboration avec le DIS	Avant l'exploitation du nouveau bâtiment

Article 3 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1. Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Saint-Elix-Theux et peut y être consultée ;
2. Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Saint Elix-Theux pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 - Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société coopérative agricole GERSYCOOP, Boulevard des Pyrénées à Mirande (32300).

Article 5 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, le sous-préfet de Mirande, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et le maire de Saint-Elix-Theux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Auch, le 07 AOÛT 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

Délais et voies de recours :

Conformément aux articles L. 514-6 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1°/ Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°/ Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.